

## ANALYSE DES MARCHES DE GROS DE LA TERMINAISON D'APPEL SMS

### REPONSE SRR A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP

Suite à une première consultation publique relative à une nouvelle analyse des marchés de la terminaison d'appel SMS, l'Autorité soumet à consultation publique son projet de décision sur lesdits marchés.

SRR souhaite ici contribuer à cette consultation publique.

#### PRECISIONS SUR LES ELEMENTS DE CONTEXTE

A la Réunion, l'Autorité constate « *une dynamique concurrentielle en quantités reposant sur le lancement d'offres de SMS en abondance sur les offres post-payées (forfaits bloqués)* » mais relève en outre que seul SRR « *propose des SMS en abondance sur le segment prépayé, qui constitue le cœur du marché* » et que « *Orange Réunion et Outremer Telecom, de taille plus modeste, ne semblent pas en mesure de répliquer sur ce segment en raison du niveau actuel de la terminaison d'appel SMS.* »

Il convient de noter ici, comme le relève l'Autorité, que les concurrents de SRR proposent eux aussi des offres cross net, participant au fort développement des usages.

Selon l'Autorité, ce développement entraîne un décalage entre les charges de terminaison d'appel SMS et les revenus potentiels sur le marché de détail. Les concurrents de SRR n'ont d'ailleurs pas manqué de faire valoir qu'une telle situation leur posait problème.

- Quant à la répliquabilité des offres de SRR

Selon l'Autorité, les concurrents de SRR semblent pénalisés par le niveau actuel des tarifs terminaisons d'appel SMS, les privant d'un espace économique suffisant pour répliquer les offres de SRR essentiellement sur le segment prépayé.

SRR a pourtant proposé un remède structurel aux préoccupations de ses concurrents. En effet, SRR a cherché à initier, début 2009 puis en novembre 2009 (compte tenu de l'absence de réponses), des négociations bilatérales avec Orange Réunion d'une part et Outremer Télécom d'autre part en vue de procéder à une baisse du tarif de terminaison d'appel SMS. Tenant compte du succès inattendu des offres d'abondance, SRR leur a proposé de fixer le tarif de terminaison d'appel SMS de façon symétrique à 1 centime d'euro. Malheureusement, face aux refus persistants d'Orange Réunion et Outremer Télécom, les efforts de négociation de SRR sont restés infructueux.

Par conséquent, si problème il semble y avoir, force est de constater que Orange Réunion et Outremer Télécom ne semblent pas décidés à y remédier.

Ainsi, Outremer Télécom considère « *que l'offre d'abondance de SRR sur le segment prépayé n'est pas répliquable en raison du tarif élevé de terminaison d'appel SMS et de l'asymétrie des parts de marché* »<sup>1</sup>, mais refuse par ailleurs de négocier une solution au problème relevé. Nous ne pouvons qu'exprimer notre incompréhension face à l'attitude d'un opérateur, d'une part enclin à relever les problèmes liés au niveau élevé de la terminaison d'appel SMS à la Réunion mais d'autre part complètement hermétique à notre proposition d'y remédier efficacement.

Par ailleurs, Orange Réunion a estimé, dans sa réponse à la première consultation publique du mois de novembre 2009, « [...] *que le niveau actuel de la terminaison d'appel SMS lui permet de proposer des offres d'abondance dans des conditions satisfaisantes, son choix de ne pas répliquer sur le segment prépayé étant un choix économique et de marketing.* »<sup>2</sup> La répliquabilité des offres prépayées de SRR ne semble donc pas être un sujet problématique pour ce concurrent.

- Quant au décalage entre les charges de terminaison d'appel SMS et les revenus potentiels sur le marché de détail

Là encore la proposition de baisser les tarifs de terminaison d'appel SMS à 1 centime d'euro devrait ramener les charges de terminaison d'appel SMS à un niveau permettant d'ouvrir un espace économique suffisant par rapport aux revenus associés sur le marché de détail. Force est de constater que le refus des concurrents de SRR d'adapter le niveau de la terminaison d'appel SMS à la Réunion dénote un désintérêt certain pour la résolution de cette préoccupation.

## **SUR LA REGULATION DES TARIFS DE TERMINAISON D'APPEL SMS**

L'Autorité « *estime pertinent d'orienter les plafonds tarifaires de terminaison d'appel SMS des opérateurs mobiles de la zone Réunion-Mayotte vers un niveau de 1 centime d'euro* »<sup>3</sup>, tout en prévoyant une période de transition « *afin de ne pas déstabiliser les revenus des opérateurs et leur permettre d'ajuster leurs offres de détail* ».

Par ailleurs, l'Autorité a refusé d'appliquer une asymétrie transitoire dans les tarifs de terminaison d'appel en faveur d'Outremer Télécom, compte tenu (i) de l'absence de justification pour une telle asymétrie et (ii) des risques de distorsion concurrentielle que comporterait une asymétrie tarifaire.

En effet, l'Autorité « *rappelle qu'une asymétrie tarifaire ne peut être accordée que pour compenser partiellement des déséquilibres de flux d'interconnexion subis par l'opérateur tant que les tarifs de terminaison d'appel SMS ne sont pas aux coûts* »<sup>4</sup>.

Enfin, « *L'Autorité souhaite rappeler ici qu'il s'agit de plafonds tarifaires. Chaque opérateur, en particulier SRR, est ensuite libre de fixer son tarif sous le plafond régulé afin de s'assurer que la*

---

<sup>1</sup> Page 65

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> Page 92

<sup>4</sup> Page 93

*tarification de ses offres de détail est compatible avec le droit de la concurrence et à l'obligation de non-discrimination entre opérateurs tiers et services internes. »<sup>5</sup>*

❖ Sur la nécessaire transition en vue de ne pas déstabiliser les revenus des opérateurs

Il est à noter ici que si l'intention de l'Autorité est louable, la précaution est néanmoins inutile.

Le solde d'interconnexion étant quasi-nul, aucune déstabilisation (ni du marché, ni des revenus des opérateurs) ne pourrait être mise en avant. En effet, un tarif de terminaison d'appel symétrique est par nature sans effet sur les flux financiers entre opérateurs, dans la mesure les « petits » opérateurs ont certes plus de flux sortants mais ont corrélativement plus de revenus entrants.

En outre, comme le rappelle l'Autorité, en outre-mer, les territoires sont « *caractérisés par de fortes asymétries de parts de marché, une terminaison d'appel SMS parmi les plus élevées en Europe et la prépondérance des jeunes, avides de SMS, dans la population.* ». L'Autorité constate également que « *le taux de rebond d'un SMS est très proche de 1 chez les jeunes disposant d'offres d'abondance en SMS, ceux-ci communiquant avec des abonnés mobiles au même profil de consommation et utilisant souvent le SMS comme un service de messagerie instantanée* »<sup>6</sup>, atténuant, voire éliminant, ainsi tout impact du niveau de la terminaison d'appel, les soldes d'interconnexion étant quasi nuls.

❖ Sur l'asymétrie de fait fortement suggérée par l'Autorité

SRR approuve l'imposition d'une terminaison d'appel SMS réglementée, d'autant plus que ses appels à négociation en vue de procéder à une baisse des tarifs sont finalement restés vains.

Toutefois, le projet de décision maintiendrait un plafond de 3 centimes d'euros tout en pointant les obligations de SRR au regard de ses offres de détail. Ce projet de décision soulève alors plusieurs problèmes pour SRR :

- En pointant spécifiquement les offres de SRR, l'Autorité semble d'ores-et-déjà présupposer que la fixation d'une terminaison d'appel SMS à 3 centimes d'euro est problématique. Ce faisant, l'Autorité n'apporte pas le remède nécessaire au problème de concurrence identifié. Or, il est des prérogatives de l'Autorité, au titre de la régulation ex ante, d'agir efficacement sur les marchés pour remédier aux distorsions constatées ou potentielles. En l'absence de remède approprié, ce projet de décision suppose une intervention du droit de la concurrence. Est-il besoin de rappeler ici que l'intervention d'une régulation ex ante repose sur l'incapacité de la régulation ex post à intervenir sur les marchés et à imposer des remèdes efficaces ?
- Il appartiendrait donc à SRR de proposer unilatéralement une baisse de sa terminaison d'appel SMS, introduisant de son propre fait une asymétrie tarifaire. Cette « suggestion » apparaît en totale contradiction avec le projet de décision qui prône une symétrie tarifaire en démontrant les inconvénients et les risques de distorsion concurrentielle

---

<sup>5</sup> Page 93

<sup>6</sup> Page 62

d'une absence de symétrie. Il apparaît donc clairement que le projet de décision incite fortement SRR à prendre une mesure que l'Autorité ne s'autorise pas du fait des inconvénients majeurs qu'une telle décision entraînerait.

- Par ailleurs, il est à noter que chacun des opérateurs mobiles de la zone Réunion-Mayotte est en situation de monopole sur son propre marché de la TA SMS. Ainsi, si les offres de SRR devaient être problématiques du fait d'un abus de position monopolistique sur son marché de gros et de ses pratiques sur le marché de détail, les offres d'Orange Réunion et Outremer Télécom nous semblent poser des problèmes complètement similaires. Faute de régler les problèmes concurrentiels constatés, le projet de décision risque donc de faire entrer les opérateurs dans un jeu de contentieux réciproques inextricables et peu productifs.
- Quand bien même l'Autorité considèrerait que les offres d'Orange Réunion et Outremer Télécom seraient moins attractives (ce qui est peu probable dans la mesure où tous les opérateurs proposent des offres illimitées cross-net), cela résulterait évidemment du refus de la part de ces opérateurs d'accepter une négociation visant à la fixation d'une terminaison d'appel SMS symétrique à 1 centime d'euro. L'imposition, explicite ou tacite, d'une asymétrie tarifaire viendrait donc « récompenser » l'attitude de ces opérateurs.
- Au cas où SRR serait amené à baisser unilatéralement sa terminaison d'appel SMS, ce remède organiserait un transfert financier en faveur des « petits opérateurs » alors même que SRR a développé des offres « cross-net » et que les flux financiers nets (par rapport aux coûts) sont déjà, même avec une terminaison d'appel symétrique, favorables à ces opérateurs.
- In fine, le projet de décision de l'Autorité inciterait SRR à fixer des tarifs différenciés entre « on-net » et « off-net » en répercutant le différentiel de coûts des terminaisons sur les tarifs « off net », solution qui ne nous semble pas souhaitée par l'Autorité.

## ❖ Conclusion

En vue de limiter les risques de distorsion concurrentielle apparaissant aussi bien dans le rythme des baisses des tarifs de terminaison d'appel SMS que dans la mise en œuvre par SRR d'une asymétrie tarifaire de fait sur le marché de gros considéré, SRR appelle l'Autorité à adapter sa régulation à la situation concurrentielle de la zone Réunion-Mayotte, indépendamment de la situation en métropole, et à adopter un rythme de baisse évitant tous les écueils relevés aussi bien par l'Autorité que par SRR.

L'Autorité « estime nécessaire d'imposer à Orange France, SFR, Bouygues Telecom, Orange Caraïbe et SRR une obligation de séparation comptable et de comptabilisation des coûts. » en se fondant sur deux arguments, à savoir : (i) son besoin d'obtenir des données chiffrées étayant ses calculs et (ii) « le caractère intégré et le positionnement des opérateurs mobiles sur les marchés de la terminaison d'appel SMS »<sup>7</sup>.

L'Autorité exclut de l'obligation de séparation comptable et de restitution des coûts les autres opérateurs ultramarins au motif que cette obligation « ne serait pas proportionnée, quand bien même ces opérateurs seraient soumis à une obligation d'orientation vers les coûts au même titre qu'Orange France, SFR, Bouygues Telecom, Orange Caraïbe et SRR. En effet, elle n'apparaît pas absolument nécessaire dans la mesure où l'obligation de comptabilisation des coûts imposée à Orange Caraïbe et SRR permet déjà à l'Autorité de disposer de données fiables de coûts sur la zone Antilles-Guyane et la zone Réunion-Mayotte. En outre, elle n'apparaît pas proportionnée au regard de la complexité de mise en œuvre de cette obligation et des positions respectives qu'occupent ces opérateurs (taille et parts de marché) au sein des zones géographiques où ils sont présents. »<sup>8</sup>

SRR ne peut ici que relever une fois encore la discrimination opérée par l'Autorité entre elle et ses concurrents sur la zone Réunion-Mayotte, concernant les obligations comptables, et ce alors même que chaque opérateur est considéré comme détenant un monopole structurel sur le marché de sa terminaison d'appel SMS.

Cette qualification d'opérateur en monopole sur sa terminaison d'appel aurait dû amener l'Autorité à imposer des obligations équivalentes aux opérateurs de la zone Réunion-Mayotte, aucune différence de traitement n'étant alors justifiée. En effet, un même problème concurrentiel sur le marché de gros devrait avoir des remèdes identiques. Malheureusement, seule SRR sera contrainte de respecter, notamment, une obligation (lourde) de comptabilisation des coûts et de restitution comptable.

SRR relève ici que la différence de traitement par l'imposition de remèdes distincts à des problèmes concurrentiels identiques, et donc la rupture d'égalité entre les opérateurs, devient systématique à l'encontre de SRR, cette dernière cumulant alors des obligations reconnues lourdes et complexes par l'Autorité elle-même. SRR n'est pas plus en mesure que ses concurrents d'absorber l'ensemble de ces obligations.

Or, comme l'a déjà souligné SRR, au-delà de leur monopole sur leur propre terminaison d'appel, les deux autres opérateurs de la zone Réunion-Mayotte, à savoir Orange Réunion et Outremer Télécom, sont également intégrés, laissant cette différence de traitement entre les opérateurs encore plus injustifiée.

S'il est vrai qu'Outremer Télécom était un « nouvel entrant » sur le marché mobile dans la zone Réunion-Mayotte, il est toujours surprenant de constater qu'un opérateur tel qu'Orange Réunion est considéré comme n'étant pas un opérateur efficace. SRR rappelle qu'Orange Réunion possède une

---

<sup>7</sup> Page 97

<sup>8</sup> Ibid.

part de marché supérieure à 30% à la Réunion, ce qui lui donne une position de marché complètement comparable à celle de SFR sur le marché métropolitain.

Par ailleurs, SRR s'interroge sur la proportionnalité des remèdes envisagés par l'Autorité. En effet, si l'argument permettant de justifier la différence de traitement entre SRR et Orange Réunion au regard des obligations comptables repose sur la différence de taille entre les deux opérateurs, force est de constater qu'une différence de traitement encore plus injustifiée est pratiquée par l'Autorité.

Il est ainsi surprenant qu'une différence de taille quasi inexistante<sup>9</sup>, en termes de chiffres d'affaires par exemple, puisse justifier la non-imposition des obligations comptables à Orange Réunion, alors que SRR, opérateur cinquante fois plus petit que les opérateurs métropolitains, se trouve soumis aux mêmes obligations que ceux-ci.

SRR tient à rappeler que sa structure n'est pas foncièrement différente de celle d'Orange Réunion alors qu'elle diffère fondamentalement des opérateurs métropolitains. A titre d'illustration concernant l'obligation de restitution de coûts, SRR reste une entreprise de type PME à l'échelle métropolitaine. Ainsi, si dans des grands groupes métropolitains comme les opérateurs mobiles il existe des structures organisationnelles complexes, organisées par grandes directions possédant en leur sein leurs propres fonctions supports spécialisées (comme notamment des contrôles de gestion spécialisés), pour les PME telles que SRR, il n'existe qu'un contrôle de gestion centralisé avec une approche beaucoup plus générale des problématiques financières et budgétaires.

En outre, l'Autorité affirme dans son projet de décision que les tarifs de terminaison d'appel SMS sont équivalents en métropole et dans les DOM ; elle n'a donc pas besoin de référentiels de coûts supplémentaires.

C'est pour ces raisons que SRR appelle l'Autorité à revoir les obligations comptables en allégeant l'obligation pesant sur SRR, ainsi qu'en imposant les mêmes obligations à l'ensemble des opérateurs de la zone Océan Indien.

---

<sup>9</sup> Il est intéressant de noter qu'en termes d'effectifs, Orange Réunion était quasiment deux fois mieux doté que SRR en 2008.